

Alain Terrenoire

*LETTRE EUROPÉENNE DU 25.2.2016*  
**L'Europe, de Gaule et les Gaullistes**

*EUROPÄISCHER BRIEF VOM 26.2.2016*  
*Europa, de Gaule und die Gaullisten*



DAS PROJEKT EUROPA SICHERN — ASSURER LE PROJET EUROPE — GUARANTEE THE PROJECT EUROPE

*KOMMENTARE AN – COMMENTAIRE Á – COMMENTS TO*

EUROPEAN-SOCIETY COUDENHOVE-KALERGI

Lichtenfelsgasse 7, A-1010 Wien, Tel +43-1-40126-600

es-ck@european-society-coudenhove-kalergi.org, www-european-society-coudenhove-kalergi.org

LXXIII

LETTRE EUROPÉENNE DE LA SE-CK – SOCIÉTÉ EUROPÉENNE COUDENHOVE-KALERGI

**L'Europe, de Gaule et les Gaullistes**

Alain Terrenoire, Président de l'Union Paneuropéenne Internationale

La Fondation Charles de Gaulle a donné l'occasion, dans un colloque organisé au Sénat le 28 janvier 2016, de rappeler dans une approche historique ce qu'avait été l'inspiration, la conception et la vision du Général de Gaulle sur l'Europe.

Deux remarques s'imposent:

Sur l'Europe, comme sur bien d'autres sujets, l'ancien Chef de la France Libre avait une vision ambitieuse mais réaliste. Cette vision, qu'il a fait connaître dès les années sombres de la deuxième guerre mondiale, convergait avec celle de Coudenhove-Kalergi, le fondateur de l'Union Paneuropéenne, la plus ancienne des organisations non-gouvernementales pro-européennes.

En totale opposition aux affirmations contradictoires, tant des inconditionnels de l'Europe supranationale, que des adversaires de la construction européenne qui se présentent en souverainistes, de Gaulle, en mettant en application le Traité de Rome, voulait que sa « certaine idée de la France » s'inscrive dans la dimension d'une Europe européenne, d'abord confédérale, dont le principal pilier est une entente franco-allemande de plus en plus étroite.

Cinquante-quatre ans après le rejet du Plan Fouchet d'union politique proposé par de Gaulle, l'Europe n'a toujours pas réussi à se doter d'une véritable politique étrangère et de défense de ses frontières extérieures qui lui garantisse son indépendance et sa sécurité.

Encouragés de l'extérieur par les Etats-Unis et de l'intérieur par la Grande Bretagne, les élargissements successifs de l'Union Européenne ont été dans la plupart des cas précédés par l'adhésion à l'OTAN des anciens pays membres du Pacte de Varsovie.

Ces adhésions ont entraîné pour ces pays la diminution de leur budget militaire, au profit d'une géopolitique pro-américaine et d'une défense assurée principalement par l'OTAN, c'est à dire par les Etats-Unis. Mais comment ne pas se réjouir néanmoins que les pays de l'Europe centrale et orientale aient pu se libérer de l'oppression soviétique pour rejoindre l'Europe de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme.

L'adhésion de la Grande Bretagne à la Communauté Européenne, qui avait soulevé les réserves du Général de Gaulle, a eu comme double conséquence : d'une part de transformer, pour l'essentiel, le projet européen en une zone de libres échanges commerciaux et financiers, réglementée selon la culture libérale anglo-saxonne et d'autre part de freiner la progression de ses partenaires vers l'harmonisation de leurs politiques économiques, financières, budgétaires, fiscales et sociales.

Il n'en reste pas moins que l'Union Européenne aura réussi un progrès historique en rassemblant pacifiquement plus de cinq cents millions d'européens dans une même communauté de projets où l'on circule librement. Les solidarités, comme les contraintes, imposées par les traités aux pays de la zone euro auront néanmoins contribué à rapprocher leurs politiques, tout en leur permettant de faire face aux turbulences financières, monétaires et sociales provoquées par la crise.

Cette crise a aussi entraîné un changement dans la gouvernance de l'Union Européenne. Principalement initiée et conduite par la Commission de Bruxelles depuis ses origines, la construction européenne a été transférée, dans la pratique, à la gouvernance des Etats membres, notamment dans la zone euro.

C'est constater que l'Europe, union des Etats-nations telle qu'elle était préconisée par le premier Président de la Cinquième République, est bien celle qui est la plus apte à faire face aux crises.

Cette constatation se confirme devant les défis internes et externes qui menacent l'Union Européenne, au sein de laquelle se manifestent des poussées nationalistes et xénophobes qui s'amplifient avec la fuite de réfugiés et de migrants vers les pays de l'ouest européen, situés au nord de la Méditerranée.

Totalement dépassée par ce phénomène qu'elle n'avait pas prévu et impuissante à le traiter devant les réactions souvent hostiles et contradictoires des Etats membres, la Commission se voit obligée en catastrophe de remettre en cause le système de Schengen, supposé contrôler les frontières extérieures de l'Union.

N'ayant pas élaboré une vision géopolitique commune et démunie de tout support militaire pour l'accompagner, l'Union Européenne se révèle incapable d'intervenir en tant que telle pour combattre, et même pour contenir, les conflits qui la menacent directement ou indirectement.

La France s'est donc retrouvée isolée en Afrique face aux conflits menés par l'Islamisme radical. Et sa contribution à la coalition pour réduire la guerre civile Syrienne et pour s'opposer à « l'Etat Islamique » n'a pas été suffisamment performante.

Après la disparition du système soviétique la Russie, naturellement associée par la géographie, par son histoire, par ses intérêts économiques et par sa culture à l'Europe, s'est à nouveau engagée dans des pays voisins, la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine, dans une reconquête de territoires qui remet en cause la coexistence pacifique et qui suscite les plus vives inquiétudes des pays de la zone baltique et de la communauté internationale.

Ces défis ont notamment pour conséquence, en fragilisant l'Europe tant sur les plans politiques, économiques et sociaux, de remettre en question l'adhésion des peuples, et en particulier des Français, au projet collectif européen.

C'est dire qu'au moment où l'affirmation d'une Europe solidaire, puissance libre, indépendante et souveraine dans les seuls domaines que les nations lui auront confiés serait le plus nécessaire, celle-ci apparaît pour le moins décevante et insuffisante.

Fort de ces convictions partagées, il appartiendra à un Président de la République voulant s'inspirer de la voie tracée par de Gaulle de redonner à la France la mission et la place qui lui reviennent pour une certaine idée de l'Europe.

Les "Lettres Européennes" sont éditées par la Société Coudenhove-Kalergi. Elles comportent le cas échéant les contributions d'Européennes et d'Européens engagés.

Richard Coudenhove-Kalergi, avec des racines dans plusieurs pays européens, a développé dès la fin de la première guerre mondiale le projet d'une Europe unie comme contrepois aux tentatives totalitaires du fascisme, du national-socialisme et du communisme. Il a créé l'Union paneuropéenne en 1923 et ses initiatives ont contribué de manière déterminante à la constitution du Conseil de l'Europe en 1949. Aujourd'hui, l'Union européenne est la concrétisation politique et économique du projet de paix européen.

La Société Européenne Coudenhove-Kalergi, créée comme Fondation en 1978, veut contribuer à la consolidation de ce dessein au moyen de publications, de projets d'études et par la remise de prix.

#### SPONSORS

Banque Nationale d'Autriche  
Raiffeisen International Autriche  
Sénateur Herbert Batliner, Liechtenstein  
Banque Schelhammer & Schattera  
Mondi Groupe Vienne Autriche  
La ville de Nancy France  
Loteries Autrichiennes  
Novomatic SA Autriche

## **Europa, de Gaulle und die Gaullisten**

Alain Terrenoire, President von Paneuropa International

Die Charles-de-Gaulle-Stiftung hat in einer am 28. Jänner 2016 im Senat organisierten Tagung mit einem historischen Rückblick in Erinnerung gerufen, was die Inspiration, das Konzept und die Vision Charles de Gaulles von Europa waren.

Zwei Bemerkungen drängen sich dabei auf:

Der ehemalige Chef der „France Libre“ hatte von Europa, wie auch von anderen Themen, eine ehrgeizige, aber realistische Meinung. Diese Vision, die er in den dunklen Jahren des zweiten Weltkriegs öffentlich gemacht hat, teilte er mit der von Richard Coudenhove-Kalergi, dem Gründer der Paneuropa-Union, der ältesten der proeuropäischen Nichtregierungsorganisationen.

De Gaulle wollte, im Gegensatz zu allen anderen Überzeugungen, sowohl der der begeisterten Unterstützer eines supranationalen Europas als auch der der Gegner einer europäischen Einigung auf Kosten souveräner Staaten, und zwar entsprechend dem Vertrag von Rom, dass seine „Idee von Frankreich“ sich zuerst in einer Konföderation Europa spiegeln sollte, deren Hauptstütze die immer engere französisch-deutsche Einigung wäre.

Vierundfünfzig Jahre nach der Ablehnung des Plans Fouchet, der eine politische Einigung wie von de Gaulle vorgesehen bringen sollte, ist es Europa noch immer nicht gelungen, eine wirkliche Außenpolitik zu entwickeln und die Verteidigung seiner Außengrenzen zu bewerkstelligen, damit seine Unabhängigkeit und seine Sicherheit garantiert sind.

Von außen von den Vereinigten Staaten und von innen von Großbritannien dazu gedrängt, haben sich vor den sukzessiven Erweiterungen der europäischen Union meist die früheren Länder des Warschauer Paktes der NATO angeschlossen.

Diese Anschlüsse haben für die meisten Länder eine Kürzung ihrer Verteidigungsbudgets mit sich gebracht, zum Nutzen einer proamerikanischen Geopolitik und einer Verteidigung, die im Wesentlichen von der NATO, d.h. von den Vereinigten Staaten getragen wurde. Aber wie sollte man sich trotzdem nicht darüber freuen, dass die Länder Mittel- und Osteuropas sich von der sowjetischen Unterdrückung befreien konnten, um sich einem Europa der Freiheit, der Demokratie und der Menschenrechte anzuschließen?

Der Beitritt Großbritanniens zur Europäischen Union, dem General de Gaulle mit Skepsis gegenüberstand, hatte eine zweifache Konsequenz: Einerseits wurde das europäische Projekt im Wesentlichen in eine kommerzielle und monetäre Freihandelszone verwandelt, die entsprechend der liberalen angelsächsischen Kultur geregelt war, und andererseits wurde der Fortschritt seiner Partner zur Harmonisierung ihrer ökonomischen, monetären, budgetären, fiskalischen und sozialen Politik gebremst.

Trotz allem ist es der Europäischen Union gelungen, eine historische Entwicklung zu vollziehen, indem sie in einer Projektgemeinschaft, in der man sich frei bewegen kann, mehr als 500 Millionen Menschen friedlich zusammengeführt hat. Die Solidarität, ebenso wie die Zwänge, die die Verträge der Eurozone den Ländern aufgezwungen haben, haben jedenfalls dazu beigetragen, ihre Politik einander anzunähern und gleichzeitig den finanziellen, monetären und sozialen Turbulenzen der Krise standzuhalten.

Diese Krise hat auch eine Änderung in der Führung der Europäischen Union mit sich gebracht. Ursprünglich von der Kommission in Brüssel geleitet, ist die Macht in Europa in der Praxis zunehmend auf die Regierungen der Mitgliedsstaaten, besonders in der Eurozone, übergegangen.

Das heißt, dass Europa als Union der Nationalstaaten, wie sie der erste Präsident der Fünften. Republik vorausgesagt hat, am besten geeignet ist, Krisen zu begegnen.

Diese Feststellung bestätigt sich vor den internen und externen Herausforderungen, die die Europäische Union bedrohen. In deren Mitte haben sich nationalistische und xenophobe Tendenzen herauskristallisiert, die sich mit den Bewegungen von Flüchtlingen und Migranten in die Länder nördlich des Mittelmeeres verstärkt haben.

Die Kommission, die vor diesem Phänomen, das sie nicht vorausgesehen hat, und vor den häufig feindlichen und widersprüchlichen Reaktionen der Mitgliedsstaaten hilflos ist, sieht sich gezwungen, das Schengen-System, das eigentlich die Außengrenzen der Union schützen soll, in Frage zu stellen.

Da sie eine gemeinsame geopolitische Vision nicht erarbeitet und keine militärische Unterstützung hat, ist die Europäische Union unfähig zu intervenieren, um die Konflikte, die sie direkt oder indirekt bedrohen, zu bekämpfen beziehungsweise einzugrenzen.

Frankreich findet sich daher in Afrika gegenüber den Konflikten, die durch den radikalen Islamismus verursacht sind, isoliert. Und seine Teilnahme an der Koalition, die den Syrischen Bürgerkrieg eindämmen und den Islamischen Staat bekämpfen soll, ist nicht erfolgreich genug.

Nach dem Verschwinden des sowjetischen Systems hat sich Russland, das durch seine Geographie, seine Geschichte, seine wirtschaftlichen Interessen und seine Kultur an Europa gebunden ist, neuerlich in den Nachbarländern, in Moldawien, Georgien und der Ukraine, engagiert, und zwar durch Eroberung von Territorien. Dies stellt die friedliche Koexistenz in Frage stellt und erregt die größte Unruhe in den baltischen Staaten und in der internationalen Gemeinschaft.

Diese Herausforderungen, die Europa politisch, ökonomisch und sozial verwundbar machen, haben im Besonderen zur Folge, die Zugehörigkeit der Völker, speziell der Franzosen, zur europäischen Union in Frage zu stellen.

Das heißt, dass gerade in dem Moment, wo die Präsenz eines solidarischen, mächtigen, freien und unabhängigen Europas auf den einzigen Gebieten, die die Nationen ihnen anvertraut haben, am notwendigsten wäre, zumindest enttäuschend und ungenügend erscheint.

Es wäre die Aufgabe eines Präsidenten der Republik, der die Überzeugungen de Gaulles teilt, sich von dem Weg, den dieser vorgezeichnet hat, inspirieren zu lassen und Frankreich die Aufgabe und den Platz wiederzugeben, der dieser Idee von Europa entspricht.

**Erklärung zu den „Europäischen Briefen“:**

Die "Europäischen Briefe" werden von der Coudenhove-Kalergi Gesellschaft herausgegeben. Sie erscheinen fallweise mit Beiträgen engagierter Europäer und Europäerinnen.

Richard Coudenhove-Kalergi, mit Wurzeln in mehreren europäischen Ländern, hat bald nach Ende des Ersten Weltkriegs als Gegengewicht zu den totalitären Versuchungen von Faschismus, Nationalsozialismus und Kommunismus die Idee eines vereinten Europas entwickelt, 1923 die Paneuropa-Union gegründet und mit seinen Initiativen maßgeblich zur Schaffung des Europa-Rates 1949 beigetragen. Heute ist die Europäische Union die politische und wirtschaftliche Verwirklichung des europäischen Friedensprojektes.

**SPONSOREN**

Senator DDr. Herbert Batliner Liechtenstein

Berndorf Aktiengesellschaft Österreich

Mondi Gruppe Wien Österreich

Josef Umdasch AG

Stadt Nancy

Wiener Städtischer Wechselseitiger Versicherungsverein – Vermögensverwaltung – Vienna Insurance